



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 juin 2014**

# SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ..... - 3 -

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE ..... - 5 -

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE  
..... 11

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ..... 14



# **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 juin 2014**

### **Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 23 juillet 2014  
Le Président du Conseil d'Administration  
Dominique Thormann



# **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

**30 juin 2014**

## **SOMMAIRE**

1. FAITS MARQUANTS
2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2014
3. RESULTATS GROUPE DIAC
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPALES INCERTITUDES DU  
SECOND SEMESTRE

Les données comparatives s'entendent du 30 juin 2013 au 30 juin 2014.

# 1. FAITS MARQUANTS

- Augmentation de +4,4Meur du résultat avant impôts du Groupe Diac à 87.6 Meur à fin juin 2014 (2,07% de l'EPM) :
  - Amélioration du coût du risque.
- Augmentation du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 154 875, en hausse de +4,7% :
  - Augmentation des immatriculations de l'Alliance (+11,3%),
  - Légère baisse de la performance commerciale VN (-1,6pt de TI VN à 33,1%).
- Augmentation de la marge acquise complète à 142,9 Meur (+11,7%).
- Création au 1<sup>er</sup> avril d'une nouvelle organisation commerciale dédiée à Nissan Finance.

## 2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2014

### Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en hausse de +2,7% par rapport à fin juin 2013, avec 1,150 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 253 240 immatriculations, pour une part de marché VP+VU en hausse de 1,3 point à 22,0%.

40 729 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en hausse de +2,6% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque est stable à 3,5%.

Les ventes de Dacia représentent 60 443 immatriculations, en hausse de 28,8% par rapport à l'année dernière. La part de marché augmente de 1,1pt à 5,3%.

### L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 154 875 nouveaux dossiers, contre 147 911 en 2013. La performance commerciale du Groupe Diac est en légère baisse en 2014, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 33,1% (contre 34,7% à fin juin 2013).

La marge acquise complète s'établit à 142,9Meur en hausse de +14,9Meur.

#### ▪ En VN Renault,

Les volumes financés s'inscrivent à 84 326, en hausse de +0,8% par rapport 2013. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 33,3%, en baisse de -2,8 pts par rapport au premier semestre 2013.

- DIAC (44 316 dossiers contre 40 876 en juin 2013)
- DIAC LOCATION (40 010 dossiers contre 42 816 en juin 2013)

- **En VN + VO Nissan**, les financements sont en net développement avec 15 056 dossiers réglés, consécutifs à la hausse de la pénétration VN du Groupe DIAC (33,4% en 2014 contre 27,7% en 2013) et à la bonne performance des dossiers VO (1 455 dossiers en 2014 contre 1 145 dossiers en 2013).
- **L'activité VO Renault** est stable par rapport à 2013 avec 33 512 dossiers réglés au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cependant la performance des dossiers à particuliers est en hausse (29 436 dossiers en 2014 contre 27 894 dossiers en 2013).
- **L'activité Dacia** est en hausse. Le taux d'intervention VN baisse de -1,5 pt passant de 33,7% en 2013 à 32,1% en 2014. Le nombre de dossiers réglés en 2014 est en hausse à 21 710 (contre 17 715 en 2013).

Les montants financés s'élèvent à 1,82Geur contre 1,79Geur en 2013 (soit +1,5%).

- Les **financements aux réseaux (activité COGERA)** affichent un encours productif moyen de 2,45 Geur (hors affacturage), en hausse de 5,5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013 :
  - Les facturations en volume toutes marques augmentent de 6.1% atteignant 502 050 facturations à fin juin 2014.
  - La Durée Moyenne de règlements (DMR) a augmenté de + 4 jours à près de 65 jours.

- **Concernant l'assurance** :

Le TGA Renault-Dacia est en légère hausse entre juin 2013 et juin 2014 (passant de 173,2% à 173,8%) mais en baisse sur Nissan, passant de 164,7% en juin 2013 à 143,6% en juin 2014.

Au global, le TGA baisse de -1.8 pt pour atteindre 170,5% en juin 2014.

### 3. RESULTATS Groupe Diac – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin juin 2014 à 87,6Meur, en hausse de +4,4Meur par rapport à juin 2013. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services en baisse de -6,4Meur :**

Essentiellement :

- la marge brute financière qui diminue de -8,0Meur sur les activités de financement à la clientèle et réseau, conséquence de la baisse des taux des productions du portefeuille (effet taux de -8,9Meur, effet encours de +0,9Meur).



- la valorisation à la juste valeur des titres participatifs émis par Diac génère cette année une charge de -0,2Meur, soit un effet favorable de +0,6Meur par rapport à fin juin 2013.

- **Une amélioration de +0,7Meur de la marge sur services :**

Les participations bénéficiaires (DIPE, Perte Financière, Garantie Présence et Assistance) s'établissent à 9,7Meur, soit -0,5Meur par rapport à juin 2013. Cette baisse s'explique principalement par la reprise de l'activité des assurances emprunteurs et pertes financières par les sociétés d'assurances de RCI Banque.

Le résultat entretien est en amélioration de +1,2Meur essentiellement grâce à la baisse des sinistres (qualité des véhicules).

- **Des autres produits et charges bancaires en hausse de +1,4Meur :**

Essentiellement :

- l'actualisation de la provision pour couvrir le risque de défaillance du réseau sur ses engagements de reprise ayant un effet favorable de +2,5Meur du fait de la reprise de provision sur les concessionnaires incidentés,
- un écart défavorable de -0,3Meur sur l'écotaxe,
- un écart défavorable de -0,6Meur sur les produits et charges de fins de contrats.

- **Des coûts de distribution en évolution favorable de +2,8Meur :**

Essentiellement :

- Les rétrocessions aux constructeurs ont généré une charge de -2,9Meur en écart favorable de +2,2Meur par rapport à juin 2013.

- **Un coût du risque en évolution favorable de +3,7Meur**

Dont Diac +3,6Meur :

- **Activité clientèle** : effet favorable de +2,9 Meur :
  - *Branche automobile* : +3.6 Meur :
    - Baisse des masses en recouvrement à - 90 jours,
    - Légère hausse des masses à + 90 jours et baisse du taux de couverture,
    - Baisse des stocks en contentieux de-15,8Meur et amélioration du taux de récupération.
  - *Facility Management* : -0,7 Meur
    - Le taux de couverture des encours est de 63%

- **Activité Financement réseaux** : effet favorable de +0,6 Meur :
  - Diminution du provisionnement collectif : impact de +0,4 Meur,
  - Diminution du provisionnement technique : impact de +1,5 Meur,
  - Augmentation du provisionnement des encours sous surveillance : -0,5 Meur,
  - Augmentation du provisionnement sur les encours douteux : impact de -0,2 Meur suite à la hausse des encours,
  - Augmentation du provisionnement sur les comptes usines : impact de -0,5 Meur

Dont Diac Location +0,1 Meur

Cette évolution s'explique principalement par :

- l'impact d'une hausse des encours sain Cotation Banque de France en 2014 contre une baisse en 2013 ayant un effet défavorable de -0,6Meur,
- Un effet favorable de +0,2Meur sur le provisionnement des comptes acheteurs.

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution favorable de +2.0 Meur :**

Cette baisse provient pour l'essentiel de l'impact de la CVAE de DIAC 2013 payée en 2014.

Les effectifs (y compris RGM) s'inscrivent à 1 234 CDI/CDD inscrits contre 1 242 à fin décembre 2013.

Les relations avec les parties liées sont référencées dans l'annexe aux comptes consolidés de Diac.

## **4. PERSPECTIVES ET PRINCIPALES INCERTITUDES DU SECOND SEMESTRE**

Le premier semestre 2014 a bénéficié d'une hausse du marché toutes marques de 2,7% et qui devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année.

Dans ce contexte, il conviendra de poursuivre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1er semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants et continuer d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES SUR  
L'INFORMATION FINANCIERE  
SEMESTRIELLE**

**30 juin 2014**

**KPMG S.A.**  
**Siège social**  
Immeuble Le Palatin  
3 cours du Triangle  
CS 80039  
92939 Paris La Défense Cedex  
France

**ERNST & YOUNG Audit**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
France

## **DIAC S.A.**

Siège social : 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-Le-Grand Cedex  
Capital social : € 61 000 000

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014**

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **1 Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2014

Paris La Défense, le 29 juillet 2014

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Valéry Foussé  
*Associé*

Bernard Heller  
*Associé*



# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

**30 juin 2014**

## SOMMAIRE

<b>BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>18</b>
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS .....	20
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES .....	20
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	21
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER .....	21
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	23

**BILAN CONSOLIDE**

<b>ACTIF - en millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2014</b>	<b>12/2013</b>
Instruments dérivés	2		7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	2 251	2 301
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	9 687	9 221
Comptes de régularisation et actifs divers	6	261	359
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	119	107
Immobilisations corporelles et incorporelles		20	21
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>12 338</b>	<b>12 016</b>

<b>PASSIF - en millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2014</b>	<b>12/2013</b>
Instruments dérivés	2		
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	8 808	8 467
Dettes envers la clientèle	7.3	14	14
Dettes représentées par un titre	7.4	2 099	2 126
Comptes de régularisation et passifs divers	8	599	640
Provisions	9	50	50
Dettes subordonnées	11	10	10
Capitaux propres		758	709
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		758	709
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		61	61
<i>Réserves consolidées et autres</i>		646	565
<i>Gains ou pertes latents</i>		(1)	(2)
<i>Résultat de l'exercice</i>		52	85
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>12 338</b>	<b>12 016</b>



## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2014	06/2013	12/2013
Intérêts et produits assimilés	17	241	248	490
Intérêts et charges assimilées	18	(133)	(130)	(260)
Commissions (Produits)			1	1
Commissions (Charges)			(1)	(2)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat			(1)	(2)
Produits (charges) nets des autres activités	19	56	49	91
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>164</b>	<b>166</b>	<b>318</b>
Charges générales d'exploitation	20	(60)	(63)	(126)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(2)	(2)	(4)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>102</b>	<b>101</b>	<b>188</b>
Coût du risque	21	(14)	(18)	(37)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>88</b>	<b>83</b>	<b>151</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>88</b>	<b>83</b>	<b>151</b>
Impôts sur les bénéfices	22	(36)	(28)	(66)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>52</b>	<b>55</b>	<b>85</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle				
Dont part des actionnaires de la société mère		52	55	85
Résultat net par action (*) et en euros		12,97	13,81	21,17
Résultat net dilué par action et en euros		12,97	13,81	21,17

(\*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapporté au nombre d'actions

## ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>RESULTAT NET</b>	<b>52</b>	<b>55</b>	<b>85</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>1</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	1		
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</b>	<b>1</b>		
Opérations de couverture de flux de trésorerie		23	23
<b>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>23</b>	<b>23</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>53</b>	<b>78</b>	<b>108</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère	53	78	108

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains / pertes latents ou différés	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres cons o.
	(1)		(2)		(3)				
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2012</b>	<b>61</b>		<b>498</b>		<b>(25)</b>	<b>118</b>	<b>652</b>	<b>1</b>	<b>653</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			118			(118)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2013</b>	<b>61</b>		<b>616</b>		<b>(25)</b>		<b>652</b>	<b>1</b>	<b>653</b>
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					23		23		23
Résultat de la période avant affectation						55	55		55
<b>Résultat global de la période</b>					<b>23</b>	<b>55</b>	<b>78</b>		<b>78</b>
Effet des variations de périmètre et autres								(1)	(1)
Distribution de la période			(22)				(22)		(22)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2013</b>	<b>61</b>		<b>594</b>		<b>(2)</b>	<b>55</b>	<b>708</b>		<b>708</b>
Résultat de la période avant affectation						30	30		30
<b>Résultat global de la période</b>						<b>30</b>	<b>30</b>		<b>30</b>
Distribution de la période			(29)				(29)		(29)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2013</b>	<b>61</b>		<b>565</b>		<b>(2)</b>	<b>85</b>	<b>709</b>		<b>709</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			85			(85)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2014</b>	<b>61</b>		<b>650</b>		<b>(2)</b>		<b>709</b>		<b>709</b>
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					1		1		1
Résultat de la période avant affectation						52	52		52
<b>Résultat global de la période</b>					<b>1</b>	<b>52</b>	<b>53</b>		<b>53</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres									
Distribution de la période			(4)				(4)		(4)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2014</b>	<b>61</b>		<b>646</b>		<b>(1)</b>	<b>52</b>	<b>758</b>		<b>758</b>

- (1) Le capital social de DIAC S.A. est de 61 millions d'euros. Il est composé de 4.000.000 actions de 15.25 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque.
- (2) L'Assemblée Générale du 22 mai 2014 fixe le dividende au titre de l'exercice 2013 à 33,68 millions d'euros. Un acompte de 30 millions d'euros avait été décidé par le Conseil d'administration du 3 décembre 2013 et versé le 4 décembre 2013. Le solde de 3,68 millions d'euros a été versé le 28 mai 2014.
- (3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et les écarts actuariels IAS 19 révisé.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère</b>	<b>52</b>	<b>55</b>	<b>85</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2	2	4
Dotations nettes aux provisions	(8)	(6)	(15)
Produits et charges d'impôts différés	(3)	5	22
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)		1	2
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>43</b>	<b>57</b>	<b>98</b>
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(4)	(27)	(42)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>	<b>(13)</b>	<b>(25)</b>	<b>(29)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	524	846	294
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	36	(715)	(1 386)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	488	1 561	1 680
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(471)	(243)	(20)
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur la clientèle	(471)	(246)	(21)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur la clientèle	0	3	1
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	37	(370)	(519)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(29)	(181)	(442)
- Encaissements /décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	66	(189)	(77)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(2)	2
<b>Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>91</b>	<b>232</b>	<b>(242)</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>130</b>	<b>262</b>	<b>(186)</b>
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1)	(4)	(5)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>(5)</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(4)	(22)	(52)
- Dividendes versés	(4)	(22)	(52)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>(4)</b>	<b>(22)</b>	<b>(52)</b>
<b>Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)</b>			
<b>Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)</b>	<b>125</b>	<b>236</b>	<b>(243)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(541)	(297)	(297)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(541)	(297)	(297)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(416)	(61)	(540)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	143	157	157
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(559)	(218)	(697)
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>125</b>	<b>236</b>	<b>(243)</b>

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

## ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES

DIAC S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 61 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX

DIAC S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe DIAC S.A au 30 juin 2014 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

### 1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés condensés semestriels du groupe DIAC au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2014 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2013, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 mars 2014 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2014. Cette dernière a voté la distribution d'un dividende de 8,42 euros par action, soit un total de 33,68 millions d'euros.

### 2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe DIAC arrêtés au 31 décembre 2013 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2014 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2013. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2013.

Les normes et amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 juin 2014 :

Norme		Date d'application obligatoire
Amendement d'IAS 32	Compensation des actifs financiers et des passifs financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendement d'IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27	Entités d'investissement	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendement d'IAS 36	Informations à fournir sur les montants recouvrables des actifs non financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendement d'IAS 39	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	1 <sup>er</sup> janvier 2014

L'application de ces nouveaux textes n'a pas d'impact significatif sur les comptes au 30 juin 2014.

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation l'interprétation IFRIC 21 « Taxes » et n'anticipe pas d'impact significatif sur la comptabilisation des droits ou taxes.

Le Groupe avait choisi d'appliquer par anticipation dans les comptes clos au 31 décembre 2013 les nouveaux textes, dits « Package Consolidation » parus au Journal Officiel de l'Union européenne (nouvelles normes et amendements IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 ainsi que l'amendement à IAS 28) et dont la date d'application obligatoire était fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-C de l'annexe aux comptes annuels.

Les comptes consolidés du groupe DIAC sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du groupe RCI Banque.

### 3. STRUCTURE DU GROUPE

#### Evolution du périmètre de consolidation en 2014

Pas d'évolution en 2014.

### 4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe DIAC, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

#### Liquidité

La liquidité du groupe DIAC est gérée en central chez RCI Banque.

#### **Politique de refinancement de RCI Banque :**

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013 et d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes :

**La liquidité statique :** RCI Banque a pour objectif d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé sont financés par des dettes d'une maturité supérieure.

**La liquidité dynamique « scénario noir » :** cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de *stress test* maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe vis-à-vis notamment des agences de notation, qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- le nombre de jours d'activité commerciale possible sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- les sécurités disponibles (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

**La liquidité intrinsèque :** elle correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE

après décote. L'indicateur du nombre de jours de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

#### **Pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC :**

Le pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC est assuré par RCI Banque et se fonde sur les mêmes indicateurs, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau). La politique du groupe DIAC est de financer ses actifs par des passifs de maturité similaire. Ce dispositif au niveau de DIAC fait également l'objet d'audits internes et de revues par le régulateur bancaire (ACPR).

#### **Risque au titre de l'activité de crédit**

Suite au renforcement des structures de recouvrement mis en œuvre entre fin 2008 et début 2009, les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de *stress tests* mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprise). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement changeant, le groupe DIAC a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

#### **Rentabilité**

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec ses cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

#### **Gouvernance**

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels.

Le comité de gestion du groupe DIAC suit également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

#### **Exposition au risque de crédit bancaire**

Les excédents de trésorerie ponctuels et temporaires sont déposés chez RCI Banque.

## 5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

### Note 1 : Secteurs opérationnels

#### Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2014
Encours productif moyen	5 992	2 390		<b>8 382</b>
Produit net bancaire	143	22	(1)	<b>164</b>
Résultat brut d'exploitation	85	17		<b>102</b>
Résultat d'exploitation	73	15		<b>88</b>
Résultat avant impôts	73	15		<b>88</b>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Encours productif moyen	6 044	2 317		<b>8 361</b>
Produit net bancaire	150	18	(2)	<b>166</b>
Résultat brut d'exploitation	88	13		<b>101</b>
Résultat d'exploitation	74	9		<b>83</b>
Résultat avant impôts	74	9		<b>83</b>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Encours productif moyen	6 050	2 330		<b>8 380</b>
Produit net bancaire	278	43	(3)	<b>318</b>
Résultat brut d'exploitation	155	34	(1)	<b>188</b>
Résultat d'exploitation	128	24	(1)	<b>151</b>
Résultat avant impôts	128	24	(1)	<b>151</b>

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe DIAC proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe DIAC tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

#### Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe DIAC est réalisée en France.

## Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2014		12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture</b>			7	
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur			7	
<b>Total des instruments dérivés (*)</b>			7	
<i>(*) Dont entreprises liées</i>			6	

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe DIAC dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Au 30 juin 2014 le groupe DIAC n'a pas conclu de contrat portant sur les instruments dérivés.

## Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2014
<b>Couverture du risque de taux</b>				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs		0		0
Emprunteurs		0		0

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2013
<b>Couverture du risque de taux</b>				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs		210		210
Emprunteurs		210		210



**Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>	<b>143</b>	<b>157</b>
Comptes ordinaires débiteurs	143	157
<b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>	<b>2 108</b>	<b>2 144</b>
Comptes et prêts à terme	2 107	2 143
Créances rattachées	1	1
<b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)</b>	<b>2 251</b>	<b>2 301</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 150</i>	<i>2 227</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

**Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>9 687</b>	<b>9 221</b>
Opérations avec la clientèle	5 855	5 515
Opérations de location financière	3 832	3 706
<b>Opérations de location opérationnelle</b>	<b>119</b>	<b>107</b>
<b>Total opérations avec la clientèle et assimilées</b>	<b>9 806</b>	<b>9 328</b>

Au 30 juin 2014, les financements réseaux nets de provisions s'élèvent à 3 038 millions d'euros contre 2 757 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Au 30 juin 2014, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 49 millions d'euros contre 44 millions au 30 juin 2013.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC. Au 30 juin 2014, cette participation s'élève à 14 millions d'euros contre 13 millions d'euros au 30 juin 2013.

## 4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>6 001</b>	<b>5 672</b>
Affacturage	292	285
Autres créances commerciales	89	86
Autres crédits à la clientèle	5 261	4 965
Comptes ordinaires débiteurs	97	79
Créances douteuses et compromises	262	257
<b>Créances rattachées sur clientèle</b>	<b>16</b>	<b>18</b>
Autres crédits à la clientèle	11	12
Créances douteuses et compromises	5	6
<b>Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle</b>	<b>44</b>	<b>37</b>
Etalement des frais de dossiers et divers	(18)	(18)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(12)	(16)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	74	71
<b>Dépréciation des créances sur la clientèle</b>	<b>(206)</b>	<b>(212)</b>
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(42)	(42)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(164)	(170)
<b>Total net des créances sur la clientèle</b>	<b>5 855</b>	<b>5 515</b>

Les opérations de titrisation, intervenues chez DIAC S.A. (y compris celle relative aux créances réseau) n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé par ces sociétés. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

## 4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Créances sur opérations de location financière</b>	<b>3 864</b>	<b>3 739</b>
Crédit-bail et location longue durée	3 791	3 660
Créances douteuses et compromises	73	79
<b>Créances rattachées sur opérations de location financière</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Crédit-bail et location longue durée	4	4
Créances douteuses et compromises	1	2
<b>Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière</b>	<b>17</b>	<b>18</b>
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(30)	(30)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	47	48
<b>Dépréciation des créances sur opérations de location financière</b>	<b>(54)</b>	<b>(57)</b>
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(6)	(6)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(48)	(51)
<b>Total net des créances sur opérations de location financière</b>	<b>3 832</b>	<b>3 706</b>

## 4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Immobilisations données en location</b>	<b>119</b>	<b>108</b>
Valeur brute des immobilisations données en location	138	125
Amortissements sur immobilisations données en location	(19)	(17)
<b>Créances sur opérations de location opérationnelle</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Créances saines	2	1
<b>Dépréciation des opérations de location opérationnelle</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
Dépréciation de la valeur résiduelle	(2)	(2)
<b>Total net des opérations de location opérationnelle</b>	<b>119</b>	<b>107</b>

**Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité**

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2014
<b>Valeur brute</b>	<b>6 767</b>	<b>3 108</b>	<b>193</b>	<b>10 068</b>
Créances saines	6 529	3 006	192	9 727
Créances douteuses	44	93		137
Créances compromises	194	9	1	204
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,52%</i>	<i>3,28%</i>	<i>0,52%</i>	<i>3,39%</i>
<b>Dépréciation sur base individuelle</b>	<b>(188)</b>	<b>(56)</b>	<b>(1)</b>	<b>(245)</b>
Dépréciation créances saines	(11)	(22)		(33)
Dépréciation créances douteuses	(24)	(25)		(49)
Dépréciation créances compromises	(153)	(9)	(1)	(163)
<b>Dépréciation collective sectorielle</b>	<b>(3)</b>	<b>(14)</b>		<b>(17)</b>
Dépréciation des créances	(3)	(14)		(17)
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>6 576</b>	<b>3 038</b>	<b>192</b>	<b>9 806</b>

(\*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

105 411 84 600

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
<b>Valeur brute</b>	<b>6 604</b>	<b>2 824</b>	<b>171</b>	<b>9 599</b>
Créances saines	6 352	2 735	168	9 255
Créances douteuses	45	80	2	127
Créances compromises	207	9	1	217
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,82%</i>	<i>3,15%</i>	<i>1,75%</i>	<i>3,58%</i>
<b>Dépréciation sur base individuelle</b>	<b>(199)</b>	<b>(53)</b>	<b>(2)</b>	<b>(254)</b>
Dépréciation créances saines	(13)	(20)		(33)
Dépréciation créances douteuses	(26)	(24)	(1)	(51)
Dépréciation créances compromises	(160)	(9)	(1)	(170)
<b>Dépréciation collective sectorielle</b>	<b>(3)</b>	<b>(14)</b>		<b>(17)</b>
Dépréciation des créances	(3)	(14)		(17)
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>6 402</b>	<b>2 757</b>	<b>169</b>	<b>9 328</b>

(\*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

82 296 54 432

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC.

**Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Créances d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>24</b>	<b>26</b>
Créances d'impôts courants	5	15
Créances d'impôts différés	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	18	10
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>237</b>	<b>333</b>
Autres débiteurs divers	175	187
Comptes de régularisation actif	10	8
Valeurs reçues à l'encaissement	52	138
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)</b>	<b>261</b>	<b>359</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>120</i>	<i>179</i>

**Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre****7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur</b>	<b>10 921</b>	<b>10 390</b>
Dettes envers les établissements de crédit	8 808	8 250
Dettes envers la clientèle	14	14
Dettes représentées par un titre	2 099	2 126
<b>Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur</b>		<b>217</b>
Dettes envers les établissements de crédit		217
<b>Total des dettes financières</b>	<b>10 921</b>	<b>10 607</b>

## 7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>561</b>	<b>699</b>
Comptes ordinaires créditeurs	84	102
Emprunts au jour le jour	400	546
Autres sommes dues	76	49
Dettes rattachées	1	2
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>8 247</b>	<b>7 768</b>
Comptes et emprunts à terme	8 173	7 691
Dettes rattachées	74	77
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit (*)</b>	<b>8 808</b>	<b>8 467</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	8 627	8 294

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

## 7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
Comptes ordinaires créditeurs	10	11
Comptes créditeurs à terme	1	
<b>Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Autres sommes dues à la clientèle	2	3
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	1	
<b>Total des dettes envers la clientèle</b>	<b>14</b>	<b>14</b>

## 7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Titres de créances négociables (1)</b>	<b>25</b>	<b>17</b>
Certificat de dépôts	25	17
<b>Autres dettes représentées par un titre (2)</b>	<b>2 074</b>	<b>2 109</b>
Autres dettes représentées par un titre	2 073	2 108
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
<b>Total des dettes représentées par un titre (*)</b>	<b>2 099</b>	<b>2 126</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	1 580	1 313

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A).

**Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Dettes d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>250</b>	<b>253</b>
Dettes d'impôts courants	3	3
Dettes d'impôts différés	243	244
Dettes fiscales hors impôts courants	4	6
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>349</b>	<b>387</b>
Dettes sociales	39	51
Autres créiteurs divers	177	210
Comptes de régularisation passif	133	126
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)</b>	<b>599</b>	<b>640</b>

(\*) Dont entreprises liées

56

59

**Note 9 : Provisions**

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2014
			Utilisées	Non Utilisées		
<b>Provisions sur opérations bancaires</b>	<b>11</b>	<b>1</b>		<b>(4)</b>		<b>8</b>
Autres provisions	11	1		(4)		8
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>39</b>	<b>9</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>(1)</b>	<b>42</b>
Provisions pour engagements de retraite et ass.	28	1	(1)		(1)	27
Provisions pour risques fiscaux et litiges	8	8		(2)		14
Autres provisions	3			(2)		1
<b>Total des provisions</b>	<b>50</b>	<b>10</b>	<b>(1)</b>	<b>(8)</b>	<b>(1)</b>	<b>50</b>

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

**Note 10 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie**

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2014
			Utilisées	Non utilisées		
<b>Dépréciations sur opérations bancaires</b>	<b>271</b>	<b>103</b>	<b>(74)</b>	<b>(38)</b>		<b>262</b>
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	254	101	(74)	(36)		245
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	17	2		(2)		17
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>4</b>					<b>4</b>
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	4					4
<b>Total couverture des risques de contreparties</b>	<b>275</b>	<b>103</b>	<b>(74)</b>	<b>(38)</b>		<b>266</b>

(\*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

**Note 11 : Dettes subordonnées**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Dettes évaluées à la juste valeur</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
Titres participatifs	10	10
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC S.A. comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du groupe DIAC de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.



## Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2014
<b>Actifs financiers</b>	<b>3 352</b>	<b>4 179</b>	<b>4 392</b>	<b>15</b>	<b>11 938</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	328	814	1 109		2 251
Prêts et créances sur la clientèle	3 024	3 365	3 283	15	9 687
<b>Passifs financiers</b>	<b>3 657</b>	<b>2 894</b>	<b>4 370</b>	<b>10</b>	<b>10 931</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 719	2 467	3 622		8 808
Dettes envers la clientèle	14				14
Dettes représentées par un titre	924	427	748		2 099
Dettes subordonnées				10	10

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
<b>Actifs financiers</b>	<b>2 995</b>	<b>3 955</b>	<b>4 564</b>	<b>15</b>	<b>11 529</b>
Instruments dérivés	4	3			7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	324	713	1 264		2 301
Prêts et créances sur la clientèle	2 667	3 239	3 300	15	9 221
<b>Passifs financiers</b>	<b>3 698</b>	<b>2 677</b>	<b>4 232</b>	<b>10</b>	<b>10 617</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 750	2 238	3 479		8 467
Dettes envers la clientèle	14				14
Dettes représentées par un titre	934	439	753		2 126
Dettes subordonnées				10	10

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les dettes évaluées au coût amorti - couverture de juste valeur, n'étant valorisées à la juste valeur qu'à hauteur de l'élément couvert, elles sont désormais exclues de la décomposition par niveau présentée ci-dessus.

**Note 13 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros 06/2014	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>11 938</b>		<b>2 251</b>	<b>9 716</b>	<b>11 967</b>	<b>29</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 251		2 251		2 251	
Prêts et créances sur la clientèle	9 687			9 716	9 716	29
<b>Passifs financiers</b>	<b>10 931</b>	<b>10</b>	<b>10 958</b>		<b>10 968</b>	<b>(37)</b>
Dettes envers les établissements de crédit	8 808		8 810		8 810	(2)
Dettes envers la clientèle	14		14		14	
Dettes représentées par un titre	2 099		2 134		2 134	(35)
Dettes subordonnées	10	10			10	

(\*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros 12/2013	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>11 529</b>		<b>2 308</b>	<b>9 234</b>	<b>11 542</b>	<b>13</b>
Instruments dérivés	7		7		7	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 301		2 301		2 301	
Prêts et créances sur la clientèle	9 221			9 234	9 234	13
<b>Passifs financiers</b>	<b>10 617</b>	<b>10</b>	<b>10 641</b>		<b>10 651</b>	<b>(34)</b>
Dettes envers les établissements de crédit	8 467		8 466		8 466	1
Dettes envers la clientèle	14		14		14	
Dettes représentées par un titre	2 126		2 161		2 161	(35)
Dettes subordonnées	10	10			10	

(\*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

**Note 14 : Accords de compensation et autres engagements similaires**

Pas de contrat sur instruments dérivés conclu au 30 juin 2014.

**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

En millions d'euros - 30/06/2014

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés							
Total							

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers à l'actif	Garantie à l'actif	Garantie hors bilan	
Dérivés							
Total							

En millions d'euros - 31/12/2013

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	7		7				7
Total	7		7				7

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers à l'actif	Garantie à l'actif	Garantie hors bilan	
Dérivés							
Total							

**Note 15 : Engagements donnés**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Engagements de financement</b>	<b>934</b>	<b>823</b>
Engagements en faveur de la clientèle	934	823
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>934</b>	<b>823</b>

**Note 16 : Engagements reçus**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 085</b>	<b>1 085</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 084	1 085
Engagements reçus de la clientèle	1	
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 097</b>	<b>3 023</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	83	110
Engagements reçus de la clientèle	826	791
Engagements de reprise reçus	2 188	2 122
<b>Total des engagements reçus (*)</b>	<b>4 182</b>	<b>4 108</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 590</i>	<i>2 510</i>

**Garanties et collatéraux :**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissement, lettre d'intention, garanties bancaires à première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe DIAC mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance crédit, garanties personnelles et autres.

**Note 17 : Intérêts et produits assimilés**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>288</b>	<b>296</b>	<b>584</b>
Opérations avec les établissements de crédit	2	2	2
Opérations avec la clientèle	150	149	296
Opérations de location financière	135	144	284
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1	1	2
<b>Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires</b>	<b>(47)</b>	<b>(48)</b>	<b>(94)</b>
Opérations avec la clientèle	(28)	(27)	(53)
Opérations de location financière	(19)	(21)	(41)
<b>Total des intérêts et produits assimilés (*)</b>	<b>241</b>	<b>248</b>	<b>490</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>55</i>	<i>52</i>	<i>100</i>

La titrisation des créances DIAC S.A. n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

**Note 18 : Intérêts et charges assimilées**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Opérations avec les établissements de crédit	(118)	(111)	(222)
Opérations de location financière			(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture		(7)	(10)
Charges sur dettes représentées par un titre	(15)	(12)	(26)
Autres intérêts et charges assimilés			(1)
<b>Total des intérêts et charges assimilés (*)</b>	<b>(133)</b>	<b>(130)</b>	<b>(260)</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(126)</i>	<i>(120)</i>	<i>(242)</i>

**Note 19 : Produits (charges) nets des autres activités**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>176</b>	<b>174</b>	<b>338</b>
Prestations accessoires aux contrats de financement	114	115	222
Produits des activités de services	27	27	53
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux <i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	20	23	40
Opérations de location opérationnelle	11	8	18
Autres produits d'exploitation bancaire <i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	4	1	5
	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(123)</b>	<b>(126)</b>	<b>(249)</b>
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(66)	(69)	(134)
Coûts des activités de services	(24)	(23)	(46)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(18)	(19)	(35)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(5)	(7)	(14)
Opérations de location opérationnelle	(6)	(6)	(13)
Autres charges d'exploitation bancaire <i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	(4)	(2)	(7)
	<i>(1)</i>		<i>(3)</i>
<b>Autres produits et charges d'exploitation non bancaire</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Autres produits d'exploitation non bancaire	3	1	7
Autres charges d'exploitation non bancaire			(5)
<b>Total des produits et charges nets des autres activités (*)</b>	<b>56</b>	<b>49</b>	<b>91</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>7</i>	<i>12</i>	<i>13</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et charges liés aux opérations de location opérationnelle sont classés en produits et charges nets des autres activités, conformément à la recommandation du CNC n°2004-R.03.

**Note 20 : Charges générales d'exploitation**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Frais de personnel</b>	<b>(40)</b>	<b>(43)</b>	<b>(82)</b>
Rémunération du personnel	(18)	(20)	(37)
Charges de retraites et assimilées	(4)	(5)	(9)
Autres charges sociales	(15)	(15)	(31)
Autres charges de personnel	(3)	(3)	(6)
Crédit d'impôt calculé sur les salaires (CICE)			1
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>(20)</b>	<b>(20)</b>	<b>(44)</b>
Impôts et taxes hors IS	(3)	(7)	(13)
Loyers	(2)	(3)	(6)
Autres frais administratifs	(15)	(10)	(25)
<b>Total des charges générales d'exploitation (*)</b>	<b>(60)</b>	<b>(63)</b>	<b>(126)</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>24</i>	<i>22</i>	<i>51</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en Impôts et taxes hors IS.

**Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Coût du risque sur financement clientèle</b>	<b>(11)</b>	<b>(15)</b>	<b>(26)</b>
Dotations pour dépréciation	(84)	(75)	(147)
Reprises de dépréciation	94	83	165
Pertes sur créances irrécouvrables	(23)	(26)	(49)
Récupérations sur créances amorties	2	3	5
<b>Coût du risque sur financement des Réseaux</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>(11)</b>
Dotations pour dépréciation	(18)	(11)	(56)
Reprises de dépréciation	15	8	47
Pertes sur créances irrécouvrables			(2)
<b>Total du coût du risque</b>	<b>(14)</b>	<b>(18)</b>	<b>(37)</b>

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

**Note 22 : Impôts sur les bénéfices**

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
<b>Impôts exigibles</b>	<b>(39)</b>	<b>(23)</b>	<b>(44)</b>
Impôts courants sur les bénéfices	(39)	(23)	(44)
<b>Impôts différés</b>	<b>3</b>	<b>(5)</b>	<b>(22)</b>
Impôts différés	3	(5)	(22)
<b>Total de la charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(36)</b>	<b>(28)</b>	<b>(66)</b>

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 40,76% au 30 juin 2014 contre 33,55% au 30 juin 2013 et 43,82% au 31 décembre 2013.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

**Note 23 : Evénements postérieurs à la clôture.**

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2014 n'est intervenu entre la date de clôture et le 22 juillet 2014, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.